

Covid 19 : Un moment antilibéral pour quelle sortie ?

Le Covid 19 constitue un choc majeur pour la société qui va au-delà du nombre de ses victimes. Il marque le retour du tragique dans le monde occidental développé depuis que s'éloignait le souvenir des deux guerres mondiales. Il fait prendre conscience de notre vulnérabilité en dépit des progrès de la science. Il réintroduit l'incertitude dans un monde qui se pensait contrôlable. Il promeut la sécurité dans la hiérarchie des préoccupations humaines.

Sur le plan économique, « le coronavirus ne contamine pas un organisme sain, mais un organisme déjà atteint de maladies chroniques » souligne Michel Husson (1). Les fragilités structurelles du capitalisme persistent du fait des limites sociales et écologiques de l'accumulation du capital, comme l'analyse Jean-Marie Harribey (2). Les ripostes face à l'épidémie provoquent une chute de la production conduisant à une grave crise économique et sociale dans le monde.

La crise du Covid 19 constitue un véritable moment antilibéral. Elle implique l'adoption provisoire de politiques de crise très interventionnistes quand à leurs objectifs et quand à leur moyens. Elle révèle la gravité des effets du capitalisme néolibéral en matière d'insécurité et d'inégalités sociales (I).

Mais ce moment antilibéral ne va pas conduire forcément à un tournant antilibéral. La sortie de crise peut renforcer le capitalisme néolibéral d'après des expériences antérieures. Mais cela peut susciter un changement de cap intégrant les leçons de la crise à rebours du néolibéralisme, voire les leçons du changement climatique à rebours du productivisme(II).

I. La crise : un moment antilibéral.

Cette crise met en cause le néolibéralisme à double titre : elle donne lieu à l'adoption de politiques antilibérales et elle révèle de nouveau la nocivité du néolibéralisme pour la sécurité et la justice.

I.1. Des politiques de crise, parenthèse antilibérale.

Des moyens de crise en rupture avec le libéralisme.

Dans l'urgence, les politiques renoncent au moins d'État et à l'orthodoxie macroéconomique.

- L'État devient hyper-interventionniste jusqu'à se rapprocher de l'économie administrée. « L'État pilote » joue un rôle central dans la définition, la mobilisation et la cohérence des moyens, et dans la maîtrise des retombées économiques et sociales. Face au péril sanitaire, la population réclame un État capable d'assurer la sécurité de chacun, accepte le dirigisme économique extrême et même des restrictions aux libertés. La crise confirme que l'État social reste au centre des attentes essentielles de la population.

De plus, la riposte des États montre qu'ils peuvent freiner l'économie jusqu'à son régime minimum, remarque Hartmut Rosa (3). « La preuve est faite qu'il est possible en quelques semaines de suspendre partout dans le monde au même moment, un système économique dont on nous disait jusqu'ici qu'il était impossible à ralentir ou à rediriger » écrit Bruno Latour (4).

-Pendant la crise, tous les États adoptent des politiques de soutien massif en rupture avec l'orthodoxie macroéconomique, comme lors de la crise de 2008. Sur le plan monétaire, les banques centrales ouvrent de nouveau les vannes de la création monétaire pour éviter la dépression. Sur le plan budgétaire, les États adoptent des plans de soutien massif aux entreprises pour éviter des faillites et aux ménages pour maintenir la demande. Ils acceptent donc de très fortes augmentations des déficits publics et de la dette qu'ils refusaient auparavant. Dans l'Union européenne, on a même suspendu l'application des règles budgétaires. Comme lors de la crise précédente, face au spectre d'une dépression, on abandonne l'orthodoxie budgétaire, des économistes mainstream demandant même d'oublier les déficits et la dette. Cela confirme que le keynésianisme l'a emporté sur l'orthodoxie en période de crise car il est utile pour permettre au système de la traverser.

Des priorités de crise en rupture avec la logique marchande.

- Face à la pandémie, la priorité est allée à la préservation des vies sur l'économisme qui domine souvent en temps normal. Au départ, les politiques ont souvent hésité. Aux États-Unis, des responsables du parti républicain ont même préconisé de sacrifier la vie de personnes âgées pour sauver l'économie. Cette voie a été écartée car, politiquement, face aux alertes des soignants et des chercheurs, il n'était plus possible d'assumer ces décès massifs dans des hôpitaux surchargés. Une telle image aurait été désastreuse auprès de la population et on aurait accusé le capitalisme de dévorer les vies pour son propre intérêt. Mais les partisans d'une inversion des priorités n'ont pas désarmé dans certains milieux économiques notamment, comme le montrent les débats sur la sortie du confinement .

- Pendant le confinement, on a choisi la satisfaction des besoins vitaux par le maintien des activités correspondantes: la santé, les soins, l'agriculture et les services de base (réseaux, transports, communications). On se rend compte que l'on peut se concentrer sur l'essentiel : nourrir, soigner, prendre soin. C'est une rupture temporaire avec la logique du marché qui satisfait les besoins d'après la demande solvable, liée aux goûts des consommateurs et aux inégalités des revenus.

1.2.La crise, confirmation de la nocivité du capitalisme néolibéral.

Une source d'insécurité.

- La crise souligne la nocivité de la mondialisation pour la diffusion de l'épidémie dans le monde. La multiplication des déplacements internationaux des hommes et des marchandises, a favorisé la propagation extrêmement rapide du coronavirus. C'est ce que le montre la géographie mondiale de cette pandémie au cours des premières phases de son extension à partir de la zone de Wu Han. Les grandes métropoles, nœud de relations internationales, ont été particulièrement affectées à l'inverse des zones à faible densité.

- La crise montre les méfaits de la mondialisation pour la sécurité sanitaire et économique. D'abord, la délocalisation de pans entiers de la production dans le domaine de la santé freine la lutte contre la pandémie du fait de l'indisponibilité de produits indispensables (masques, appareils respiratoires et médicaments de base). Ensuite, la mondialisation de l'agriculture met en cause la sécurité alimentaire dès lors qu'on ne produit plus localement certains produits nécessaires. Enfin, la décomposition internationale des processus productifs dans l'industrie crée des risques de blocage: toute interruption des livraisons en un point d'une « chaîne de valeur » contraint la production des autres chainons.

- La crise sanitaire met en relief la nocivité des politiques d'austérité budgétaire pour la santé. Au cours des dernières années, les professions de santé ont vainement tiré le signal d'alarme concernant l'insuffisance de personnel et de matériel dans les hôpitaux. Le néolibéralisme porte une lourde responsabilité dans cette crise sanitaire, comme l'affirme Barbara Stiegler (5).
- Le Covid 19 met en cause aussi la responsabilité du mode de croissance productiviste quand à son origine. Les maladies infectieuses semblent venir majoritairement d'un contact non maîtrisé des hommes avec un réservoir animal, comme le note Alain Lipietz (6). Or le non respect par les hommes de l'habitat des animaux vecteurs de virus résulte de l'urbanisation, de la déforestation et de la chute de la biodiversité, liées au mode de croissance du capitalisme néolibéral.

Une source d'injustices violentes.

Le Covid 19 met en évidence une hiérarchie des professions aberrante et des inégalités intolérables.

- Cette crise sanitaire dévoile les contrastes entre l'utilité sociale des professions et la hiérarchie des rémunérations et des reconnaissances. Les professions concernant la santé, les soins, l'alimentation, la distribution, les transports et les services de base, aussi indispensables que risquées, sont mal rémunérées et peu considérées (hormis les médecins). La hiérarchie des professions « marche sur la tête » : la société ne tient que par ceux qu'elle considérerait comme subalternes alors que les plus réputées sont souvent inutiles et parfois nuisibles, relève Frédéric Lordon (7). Les personnes s'occupant des enfants, nettoyant les hôpitaux et recyclant les déchets créent plus de richesse qu'elles ne sont rémunérées, à l'inverse des publicitaires, des banquiers et surtout des conseillers fiscaux, d'après la New Economic Foundation (8). John Maynard Keynes contestait déjà en 1913 la disproportion des rémunérations des métiers de la finance et des métiers du soin. « How long will it be necessary to pay City men so entirely out of proportion to hat other servants of society commonly receive for performing social services not less useful or difficult ?" (9).
- Cette crise sanitaire révèle aussi la violence des inégalités sociales car elle affecte beaucoup plus les milieux populaires que les milieux aisés. D'abord, la pandémie fait le plus de victimes parmi les plus pauvres et les plus précaires, en Seine Saint Denis en France, chez les afro-américains et les latino-américains aux États-Unis. Ensuite, les risques sont plus élevés pour les employés et les ouvriers, en première ligne, que pour les cadres et professions intermédiaires qui font du télétravail. En outre, dans les pays à faible protection sociale, les risques sanitaires, économiques et sociaux (chômage, perte de revenu) sont les plus graves pour les plus démunis (population non assurées aux États-Unis). Les effets sont encore plus dramatiques pour les plus pauvres dans les pays du Sud qui cumulent sous développement et absence de protection sociale. Enfin, le confinement est inégalitaire entre les familles selon la taille et le confort du logement, et selon la possibilité de faire travailler les enfants.

Au total, l'interventionnisme économique et les concessions sociales en temps de crise ainsi que les enseignements clairement antilibéraux de la crise participent d'un moment antilibéral. Toutefois, cela ne préjuge rien pour la sortie de crise.

II. L'après crise : continuité ou changement ?

L'après crise peut donner lieu à une simple reprise de la trajectoire néolibérale, mais elle peut aussi permettre un changement de cap rompant avec le néolibéralisme, voire avec le productivisme.

II.1. La continuité : un capitalisme néolibéral renforcé.

Des signes annonciateurs.

- L'orthodoxie budgétaire va resurgir au nom de la lutte contre les dérapages des finances publiques de 2020. On se souvient des politiques d'austérité en 2010-2012 pour réduire la dette sous la pression des marchés et de Bruxelles. Bruno Lemaire et François Villeroy de Galhau annoncent déjà qu'il faudra faire des efforts pour réduire les déficits et la dette après cette crise. Les mêmes pressions pourraient reprendre pour réduire les dépenses sociales après les hausses de 2020.
- En matière de revenus, les hausses des bas salaires seront freinées par les pressions de la concurrence et des politiques de réduction des dépenses publiques. Quand aux dividendes, la volonté des actionnaires pourrait souvent passer outre les conseils de modération.
- La déréglementation du droit du travail peut se poursuivre à la demande du patronat. Geoffroy Roux de Bézieux (MEDEF) prévient notamment qu'il faudra réfléchir à la question du travail.
- La mondialisation néolibérale peut retrouver de la vigueur. L'Union européenne vise toujours la libéralisation commerciale (négociations pour l'entrée de l'Albanie et de la Macédoine, accord de libre échange avec le Viet Nam). Au plan mondial, les grandes firmes ont intérêt à poursuivre la décomposition internationale des processus productifs comme après la crise précédente.
- L'ambition environnementale semble déjà régresser. L'UE choisit Black Rock, investisseur dans le pétrole, comme conseiller sur l'environnement ; les grands groupes français s'activent pour assouplir les normes de réduction des GES; le gouvernement français a refusé d'imposer des contreparties climat aux firmes qui vont recevoir 20 milliards de participations de l'État.
- Seul, le retour à l'orthodoxie monétaire est improbable. L'expansion monétaire qui est en vigueur depuis dix ans devrait être prolongée car c'est un moyen de soutenir le système financier et de reporter les crises. Le néolibéralisme n'implique pas forcément l'orthodoxie monétaire car il s'accommode de l'expansion monétaire qui favorise les profits et la spéculation.

Le scénario des classes dirigeantes.

« Le Covid 19, une crise qui ne va rien changer » prédit Dani Rodrik (10). Cette hypothèse a pour elle les enseignements de l'histoire. « La reprise de l'économie peut être réactionnaire et concentrée sur la sauvegarde du capitalisme, même si la crise a pu donner raison aux critiques et idées venues de la gauche » écrit Romaric Godin (11), qui rappelle que le choc de la crise politique et sociale de 1848 avait conduit à une contre-offensive réactionnaire et à un renforcement du capitalisme. Il y a surtout l'expérience de la crise de 2008-2009. Certains avaient assuré, y compris Nicolas Sarkozy, que cela sonnerait le glas des débordements de la finance. En fait, le capitalisme néolibéral s'est renforcé car rien n'a changé hormis les règles de sécurisation des banques. L'explication est simple : ce scénario de la parenthèse refermée est voulu par l'essentiel des classes dirigeantes qui jouent un rôle majeur dans la détermination des politiques économiques et dans la gestion des grandes firmes qui configurent l'économie mondiale. Le rôle des media et la crainte de l'inconnu lié à des solutions alternatives font que les autres couches sociales ne s'y opposent pas. Ce scénario peut donc se renouveler sauf en cas de mouvement social important.

II.2. Les changements de cap.

Après cette crise, des bifurcations peuvent concerner le social, la mondialisation et l'écologie, selon des combinaisons différentes suivant les projets.

Plus de social.

Les ravages sociaux de la crise doivent susciter une nouvelle vague de revendications sociales.

- Il peut s'agir essentiellement de combler les graves lacunes sociales apparues lors de la crise.

L'opinion publique devrait soutenir les augmentations de salaires pour les employés de la santé, des soins et d'autres services (nettoyage, ramassage des ordures etc.) qui ont été quotidiennement acclamés, ainsi que des mises à niveau des effectifs et des équipements des hôpitaux à des fins de sécurité sanitaire. Après le triste spectacle de situations sociales dramatiques, elle devrait aussi soutenir des améliorations de la couverture maladie et des systèmes d'allocation chômage, voire la création d'un revenu minimum inconditionnel, surtout dans les pays où le système social est largement défaillant. Tout cela doit pouvoir être réalisé avec le soutien populaire et sans opposition résolue des classes dirigeantes dès lors que la hiérarchie économique et sociale est peu affectée.

- On pourrait imaginer une revalorisation du social plus importante. Cela inclurait une nette extension de la protection sociale, une forte baisse des inégalités de revenus et des patrimoines, des rémunérations révisées d'après l'utilité sociale des professions, une fiscalité accrue et progressive. Cette version extensive du progrès social ne pourrait se réaliser qu'avec un fort mouvement social, en raison de l'opposition des plus riches avec l'aval d'une partie des contribuables.

Moins de mondialisation.

La remontée de la sécurité dans les attentes en raison de la crise doit jouer en faveur d'un certain reflux de la mondialisation, qui peut s'effectuer suivant deux versions.

- La version restrictive inclut des mesures de relocalisation directement liées à la crise. Cela concerne la production de médicaments et d'équipements médicaux sur le territoire à des fins de sécurité sanitaire, l'autosuffisance pour certaines productions agricoles à des fins de sécurité alimentaire et la relocalisation de quelques activités industrielles jugées stratégiques. Il pourrait se produire aussi un retour à des chaînes de valeur régionales qui diminuerait la fragilité et diversifierait les risques. Cette version est assez crédible dès lors qu'elle le soutien de la population et des États visant l'autonomie surtout par rapport à la Chine, sans nuire au dynamisme de l'économie.

- La version extensive est celle d'une démondialisation importante qui serait imposée par des politiques publiques protectionnistes. Cette version est très peu probable car elle va à l'encontre de la tendance lourde des dernières décennies, et elle ne correspond pas à l'intérêt des firmes multinationales, ni des classes dirigeantes nationales, ni des consommateurs à court terme.

Plus d'écologie.

La crise du Covid 19 ne conduit pas directement à un tournant écologique. Même si l'origine de l'épidémie est liée aux atteintes à la biodiversité par la déforestation et l'urbanisation, cette analyse passe difficilement dans l'opinion. L'incidence du confinement est incertaine car il peut raviver le consumérisme lors de sa levée ou favoriser des réflexions pour d'une mutation du mode de vie. On peut distinguer deux versions dans la prise en compte des objectifs écologiques.

- La version restrictive inclut des mesures infléchissant le mode de développement vers des économies et des substitutions d'énergie, vers plus d'économie circulaire, vers des améliorations

techniques dans la production, en se fondant surtout sur des moyens incitatifs et en évitant les mesures dirigistes. Cette option peut avoir un soutien politique majoritaire mais elle n'est pas à la hauteur des enjeux.

- La version extensive prend en compte une contrainte écologique forte. Contre le réchauffement climatique, on doit réduire massivement le contenu de la croissance en GES. Cela nécessite de révolutionner les branches productives, les transports, le logement, l'urbanisme, les territoires. La contrainte écologique sur la croissance implique de hiérarchiser des besoins : besoins vitaux, besoins artificiels nécessaires et besoins artificiels superflus, comme l'estime Razmig Kucheyan (13). Cette version contrasterait avec l'inertie des politiques et des comportements face au réchauffement climatique depuis plusieurs années.

Perspectives alternatives.

Parmi les combinaisons possibles de ces trois options, on peut notamment en relever deux.

- Une bifurcation associant plus de social et moins de mondialisation serait un tournant antilibéral. Ceci est envisagé par Patrick Artus (13) dans la suite logique des attentes nées de la crise. Cette orientation est très plausible dans une version restrictive du social et des relocalisations. En revanche, elle est improbable dans sa version extensive par son opposition aux grands intérêts économiques. Quoiqu'il en soit, cette bifurcation nous éloignerait du néolibéralisme mais elle laisserait en suspens la question écologique.

- Une bifurcation associant plus de social, moins de mondialisation et plus d'écologie serait la plus contrastée avec le modèle actuel. Les « propositions pour un retour sur terre » (14) relèvent de cette orientation avec une dominante écologique. Cette option est très exigeante car elle implique des reconversions de l'appareil productif, une forte réduction de la hiérarchie des revenus et une sobriété du modèle de consommation. Elle nécessite une interventionnisme utilisant des outils incitatifs et directifs relevant d'une planification nouvelle avec une dose de protection coordonnée.

Au total, l'après crise va d'abord dépendre des influences comparées des forces sociales sur les politiques suivies. Un changement de cap ne peut être obtenu que par l'action de forces sociales unies qui parviennent à surcompenser le rôle des forces économiques à la différence de la crise précédente. Un changement de cap qui prépare un monde vivable et solidaire suppose en outre que se répande l'aspiration à s'éloigner du productivisme et du consumérisme. Cela serait facilité par une coopération internationale dont le virus a montré encore une fois la nécessité.

Michel Cabannes (24 avril 2020)

Notes.

- (1) Michel Husson, 2020, « Le néo-libéralisme contaminé », *Alternatives économiques* 30 mars.
- (2) Jean-Marie Harribey, 2020, *Le trou noir du capitalisme*, Le Bord de l'eau, p.58.
- (3) Hartmut Rosa, 2020, « Le miracle et le monstre, un regard sociologique », *AOC* 8 avril.
- (4) Bruno Latour, 2020, « Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant crise », *AOC*, 30 mars.
- (5) Barbara Stiegler, 2020, La crise sanitaire est le pur produit du néolibéralisme, *France 3 Régions*, 18 avril.
- (6) Alain Lipietz, 2020, « Pourquoi le Covid 19 est aussi une crise écologique », *Politis* 9 avril.
- (7) Frédéric Lordon, 2020, « Orientations », *Blog Monde Diplomatique* 7 avril.
- (8) New Economic Fondation, 2009, *A Bit Rich ? Calculating the real value to society of different professions*, décembre.
- (9) John Maynard Keynes, 1913, *India currency and finance*, The Mac Millan Company, Toronto.
- (10) Romaric Godin, 2020, « Crise économique : les leçons de 1848 », *Médiapart* 18 avril.
- (11) Dan Rodrik, 2020, « Le Covid-19, une crise qui ne va rien changer », *Les Echos* 9 avril.
- (12) Razmig Kucheyan, 2019, *Les besoins artificiels*, La Découverte.
- (13) Patrick Artus, 2020, « La crise du coronavirus sonne-t-elle la fin du capitalisme néolibéral ? » *Flash Économie*, Banque Natixis.
- (14) Dominique Bourg, Philippe Desbrosses, Gauthier Chapelle, John Chapoutot, Xavier Ricard Lanata, Pablo Servigne et Sophie Swaton, 2020, *Propositions pour un retour sur terre*, [https : la pensée écologique.com](https://la-pensee-ecologique.com), avril.